

## Burundi : appel à plus de moyens pour les secteurs porteurs de croissance

@rib News, 01/12/2011 - Source Xinhua L'Observatoire burundais de l'action gouvernementale (OAG), une ONG locale, a fait remarquer jeudi à Bujumbura, au cours d'une conférence publique sur "l'aide publique au développement et le financement du budget de l'Etat", que les secteurs porteurs de croissance économique, tels que l'agriculture, le commerce, l'industrie, le tourisme, les transports, les télécommunications, l'environnement, les travaux publics, l'énergie et les mines, devraient bénéficier des budgets importants. Cependant, cette préoccupation n'a toujours été tenue en considération au niveau du budget de cette année et même des années antérieures, selon le président de l'OAG, M. Onesphore Nduwayo.

Le décaissement de l'aide publique, a-t-il souligné, est depuis quelques années, soumis à une batterie de conditionnalités. La quasi-totalité des bailleurs de fonds recommande au gouvernement de respecter les règles et les principes de la bonne gestion de la chose publique, du respect des droits et libertés politiques, individuelles et d'association. M. Gilbert Niyongabo, doyen de la faculté de l'économie à l'Université du Burundi, qui rendait publique les résultats d'une étude sur l'aide publique au développement et le financement du budget de l'Etat commanditée par l'OAG se référant aux chiffres provisoires du budget général de l'Etat prévu pour 2012, a indiqué que la communauté internationale ne veut plus faire les appuis budgétaires en terme de dons mais vise plutôt les projets. M. Niyongabo a encore précisé que tous les bailleurs bilatéraux à l'exception de la Norvège se sont abstenus, et même la France n'appuie que pour un montant de 1,6 milliards de francs burundais. Au niveau des bailleurs multilatéraux, l'Union Européenne et la Banque Mondiale ont réduit près de la moitié leurs dons, tandis que la Banque africaine pour le développement (BAD) ne s'est pas alignée à la nouvelle logique, a-t-il poursuivi dans cette analyse. D'après l'étude précitée, la qualité des politiques économiques est mesurée par trois indicateurs portant sur l'ouverture au commerce extérieur, le niveau d'inflation et la politique fiscale mesurée par le surplus budgétaire.